

ALFRED REBOUX

Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Par an... Six mois... Trois mois...

Head, Pas-de-Calais, Somme, Aisne...

Le prix des Abonnements est payable d'avance...

EXTRAIT

Des minutes du Greffe du Tribunal de Roubaix...

Par jugement définitif rendu contradictoirement par ledit Tribunal, le 12 mai 1877...

Le nommé Dufermont, Jules, 31 ans, fermier à Fiers...

Le Tribunal a en outre ordonné que ledit jugement serait inséré en tête des journaux l'Indicateur de Tourcoing et le Journal de Roubaix...

Paul Bidart 13770

COURSE DE PARIS

5 Juin 69 40 98 00 104 25

6 Juin 69 35 98 00 104 15

Services particuliers du Journal de Roubaix

Table with columns: Actions, Banque de France, Société gén. détache, Crédit Foncier de France, Chemins autrichiens, Lyon, Est, Ouest, Nord, Midi, Suez, Péruvien, Banque ottomane, Crédit Mobilier.

DEPECES COMMERCIALES

New-York, 6 juin. Change sur Londres 4.88 0/0...

Valeur de l'or, 105 3/4. Café good fair, (la livre) 19 3/8.

Havre, 6 juin. Ventes 1,500 balles, bonne demande aux prix d'hier.

Liverpool, 6 juin. Ventes 12,000 balles, marché ferme, livrable plutôt facile.

Manchester, 6 juin. Marché raffermissant.

New-York, 6 juin. Recettes 7,000.

Feuilleton du Journal de Roubaix DU 7 Juin 1877

LA PRINCESSE OGHÉROF

PAR HENRY GRÉVILLE

IV (suite)

Mais tout en se décidant à ne rien dire à M. Milaguine, de débattre de...

— Quel bonheur ! se dit-il, je vais lui faire deviner que je l'aime ; il faudra bien qu'elle se décide un jour à me regarder en face pendant que je le lui dirai !

Et, à l'idée que les yeux profonds de Marthe l'irritaient jusqu'au fond de son cœur l'ardente passion qu'elle y avait fait naître, il sentit une extase délicieuse l'envahir tout entier.

Depuis la mort de sa femme, M. Milaguine passait les étés à proximité de la ville, dans une somptueuse villa qu'il avait fait bâtir pour deux ans à Kamennoi-Ostrow ; et ce détail favorisait singulièrement les projets du jeune homme.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ROUBAIX 6 JUIN 1877.

Échos de la semaine

On a vu qu'elles basses manœuvres, à quelles calomnies infâmes les gauches ont eu recours pour essayer de semer l'alarme dans le pays...

Mais cet apaisement ne faisait pas le compte des feuilles radicales ; puisque leur premier moyen ne leur avait pas réussi, à tout prix, il fallait en trouver un autre pour troubler la conscience publique et alarmer les intérêts.

Il faut en vérité que ces feuilles fassent un bien grand fond sur la naïveté de leurs lecteurs pour leur débiter sérieusement de pareilles sottises ! Est-ce que cette crise commerciale qui arrache de si hypocrites lamentations à la presse révolutionnaire n'existe-t-elle pas dans toute son intensité avant l'acte du 16 mai ?

Et jusque là, il pouvait aller presque tous les soirs se promener aux îles, passer par hasard devant la villa Milaguine et se faire inviter pour le thé. Si le père était distrait ou maussade, il pouvait rencontrer les jeunes filles à la promenade ou dans leur jardin.

de loin et remonte aux élections de 1876 et à l'origine du conflit orléaniste. Certes, si quelque chose avait pu en atténuer les effets, ce n'est point la politique de M. Jules Simon ; bien au contraire, elle n'a fait que l'aggraver en entretenant l'inquiétude dans le pays qui se précipitait vers l'abîme avec une rapidité vertigineuse.

LEON DUVILLIER.

L'Echo universel publie gravement ce qui suit :

M. Jules Simon a reçu de Rome, sous la date du 29 mai, la dépêche suivante : M. Jules Simon, Paris.

Le peuple italien, réuni dans une assemblée solennelle à Rome, envoie, par votre intermédiaire, un salut de solidarité fraternelle à la démocratie française.

Un conseil du Pape

Un journal de Paris la France nouvelle publie, ce matin, un télégramme contenant un renseignement dont on appréciera l'importance dans les circonstances actuelles :

On continuait à dire qu'après un succès sérieux des Russes, l'Europe pourrait offrir sa médiation et la paix se conclure rapidement. S'il faut en croire un correspondant de Berlin de la Gazette de Cologne, et la correspondance de Bade de la Gazette d'Ausbourg, la colonie russe dans ces deux villes, ordinairement fort bien informée, est convaincue que ces bruits sont fondés.

Je pourrais montrer par des comptes rigoureux qu'on est arrivé à 1,700 millions de dépenses en vue des premières. Quant à l'indemnité de guerre, elle s'est élevée à 5 milliards au lieu de 2 milliards et demi.

M. Thiers

Voici ce que publiait en 1871 le Siècle, lorsque ce journal était l'organe de M. Gambetta :

Après son voyage stérile à travers les cours de l'Europe, après le PITEUX résultat de ses démarches à Versailles, il était navré de penser que le plénipotentiaire en partibus se résignerait, COMPRENANT QUE L'HEURE DE LA RETRAITE AVAIT SONNÉ POUR LUI.

M. Gambetta

M. Thiers, dans un discours que personne en France n'a oublié, portait sur M. Gambetta et sur son gouvernement des accusations de jugement énergique, qu'il faut relire :

La faute de la guerre poursuivie et outragée a commencé non pas à Paris, mais sur la Loire, lorsqu'il n'y avait plus d'espérance raisonnable de sauver au-delà de ce fleuve des armées capables de débloquer Paris ; c'est là qu'a commencé la faute.

On a voulu pousser la défense plus loin ; c'est alors que pour ma part j'ai cru, en honnête homme, en bon citoyen, au risque de me faire calomnier, devoir répliquer ce que j'avais dit aux hommes dans les mains desquels se trouvait le gouvernement. Et je ne suis pas assez exact en disant « aux hommes ». En réalité, le gouvernement se trouvait dans la main d'un seul homme (M. Gambetta). Eh bien ! à mon avis, on a poussé LA GUERRE A DES EXTREMITÉS DÉSASTREUSES, et c'est alors qu'on a dépensé encore 1 milliard 500 millions de plus environ, et peut-être même plus de 1 milliard 500 millions.

M. Thiers

On sait que M. Thiers, après avoir accepté le mandat présidentiel en conser-

traint un regard furtif et troublé qui lui coupa la parole ; faisant un grand effort pour ressaisir son calme, elle continua, d'un ton plus bas :

M. Thiers

— Vous avez résisté à l'OPINION PUBLIQUE demandant la convocation d'une assemblée, et quand cette assemblée s'est réunie à Bordeaux, vous êtes allés vous cacher en Espagne, comprenant que votre place n'était plus parmi nous, et de ce jour vous avez juré haine à cette assemblée.

M. Thiers

On lit dans l'Unioniers d'hier : L'Union nous force à un dernier mot de réponse. Elle prétend, au nom des conser-

M. Thiers

avec un enjouement quelque peu fébrile ; la conversation s'anima rapidement, et Pauline, qui écoutait derrière les rideaux, ne put s'empêcher de frapper du pied, de colère, lorsque M. Milaguine à son entrée, dix minutes après, trouva les jeunes gens en train d'éplucher les fautes d'un cahier de Nastia, oublié par elle au milieu des albums de salon.

M. Thiers

— Papa, dit tout d'un coup Marthe, Sophie est venue ce matin.

M. Thiers

— Comment, ici ? chez moi ? fit M. Milaguine en se redressant.

M. Thiers

— Oui, mon père.

M. Thiers

— Et vous avez pensé que je permettrais... Qu'est-ce qu'elle l'a dit ? fit M. Milaguine d'un ton radouci, en s'asseyant lourdement sur le canapé, qui gémit un peu.

ALFRED REBOUX

Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

Annuaire : la ligne... 30 c. Réclames : la ligne... 25 c. Faits divers : la ligne... 15 c. On peut traiter à forfait pour les annonces mensuelles d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du Journal, à Lille, chez M. GUYARD, Libraire, Grande-Rue à Paris, chez M. HAVARD, Libraire, et C^o, 31, rue Notre-Dame des Victoires, (place de la Bourse) ; à Bruxelles, chez OUVRIER au Palais-National.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du Journal, à Lille, chez M. GUYARD, Libraire, Grande-Rue à Paris, chez M. HAVARD, Libraire, et C^o, 31, rue Notre-Dame des Victoires, (place de la Bourse) ; à Bruxelles, chez OUVRIER au Palais-National.

Après avoir fait les engagements les plus solennels de ne rien préjuger pour l'avenir, de travailler avec un esprit ambitieux à former un parti républicain ; il travailla à organiser la république à son profit et en fit l'aveu quand il se crut assez fort, dans son discours du 13 novembre 1877.

Nous n'avons pas besoin de rappeler comment un rôle aussi perfide des hommes qualifiés dans le langage des honnêtes gens. Mais voici en quels termes détestables il est jugé par M. Thiers lui-même :

Séance du 10 novembre 1877

M. Thiers. Quel est votre projet, monsieur ? Quel est mon devoir à moi, à ce moment ? Je dirai, assés de votre conduite ! Je dirai LOTAUTÉ envers tous les Français, et envers la France et qui divisons l'Assemblée.

« Ce que nous leur devons, nous ne le leur devons pas à eux-mêmes, mais à la France. Nous sommes conduits par une solution qui nous est imposée par les autres partis. (Très-bien !)

« Non, messieurs, ce n'est pas moi qui ai dit et si j'osais me croire assez important pour parler de l'histoire, je dirais que je jure devant l'histoire de ne tromper aucun de vous, de ne préparer sous le rapport des questions constitutives aucune solution à votre insu, en qui serait de notre part, de ma part, une sorte de trahison ! (Vifs applaudissements.)

« Je dirai donc, Monarchistes, républicains, non, ni les uns, ni les autres, vous ne serez trompés ; nous n'avons accepté qu'une mission déjà assez écrasante ; nous ne nous occuperons que de la réorganisation du pays.

« Nous ne travaillerons qu'à cette œuvre, déjà bien assez difficile... »

« Trahison », le mot est de M. Thiers sur M. Thiers. Il restera le jugement définitif acquis à l'histoire sur la dernière période de la vieillesse de politique de M. Thiers. C'est celui que les conservateurs de toutes nuances emprunteront à l'ex-président lui-même pour qualifier l'alliance nouvelle et définitive de M. Thiers avec les radicaux, qu'il a si énergiquement répudiés autrefois, quand il jouait encore à la comédie conservatrice.

Les Radicaux

JUGÉS PAR M. THIERS. Dans son message du 13 novembre 1872, M. Thiers fit cette déclaration : « Tout gouvernement doit être consacré à l'avenir, nulle société ne pourrait vivre sous un gouvernement qui ne le serait point. La République sera conservatrice ou ne sera pas. »

Ce mot de la fin sera le mot de l'avenir. (Patrie.)

Le dialogue continue, de plus en plus aigre, entre l'Union, excitant les sénateurs de l'extrême droite à repousser la dissolution, et l'Unioniers, les pressant de la voter.

On lisait dans l'Union avant-hier : L'Unioniers voudrait nous répondre en termes blessants ; il expose ses services à notre servitude, sa « liberté » au « collier » que nous portons, et « qu'il ne nous dispute pas. »

Nous ne rougissons point du collier que nous avons, en effet, librement accepté ; c'est le collier de la fidélité.

Mais si l'Unioniers éprouve dans sa liberté le droit de dire ce qu'il ne sait pas, l'Union puise dans la servitude de convenances et du bon goût une force suffisante pour maintenir la vérité, sans user du droit de dire à ses contradicteurs tout ce qu'elle pense et tout ce qu'elle sait.

On lit dans l'Unioniers d'hier : L'Union nous force à un dernier mot de réponse. Elle prétend, au nom des conser-

ALFRED REBOUX

Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

Annuaire : la ligne... 30 c. Réclames : la ligne... 25 c. Faits divers : la ligne... 15 c. On peut traiter à forfait pour les annonces mensuelles d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du Journal, à Lille, chez M. GUYARD, Libraire, Grande-Rue à Paris, chez M. HAVARD, Libraire, et C^o, 31, rue Notre-Dame des Victoires, (place de la Bourse) ; à Bruxelles, chez OUVRIER au Palais-National.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du Journal, à Lille, chez M. GUYARD, Libraire, Grande-Rue à Paris, chez M. HAVARD, Libraire, et C^o, 31, rue Notre-Dame des Victoires, (place de la Bourse) ; à Bruxelles, chez OUVRIER au Palais-National.

Après avoir fait les engagements les plus solennels de ne rien préjuger pour l'avenir, de travailler avec un esprit ambitieux à former un parti républicain ; il travailla à organiser la république à son profit et en fit l'aveu quand il se crut assez fort, dans son discours du 13 novembre 1877.

Nous n'avons pas besoin de rappeler comment un rôle aussi perfide des hommes qualifiés dans le langage des honnêtes gens. Mais voici en quels termes détestables il est jugé par M. Thiers lui-même :

Séance du 10 novembre 1877

M. Thiers. Quel est votre projet, monsieur ? Quel est mon devoir à moi, à ce moment ? Je dirai, assés de votre conduite ! Je dirai LOTAUTÉ envers tous les Français, et envers la France et qui divisons l'Assemblée.

« Ce que nous leur devons, nous ne le leur devons pas à eux-mêmes, mais à la France. Nous sommes conduits par une solution qui nous est imposée par les autres partis. (Très-bien !)

« Non, messieurs, ce n'est pas moi qui ai dit et si j'osais me croire assez important pour parler de l'histoire, je dirais que je jure devant l'histoire de ne tromper aucun de vous, de ne préparer sous le rapport des questions constitutives aucune solution à votre insu, en qui serait de notre part, de ma part, une sorte de trahison ! (Vifs applaudissements.)

« Je dirai donc, Monarchistes, républicains, non, ni les uns, ni les autres, vous ne serez trompés ; nous n'avons accepté qu'une mission déjà assez écrasante ; nous ne nous occuperons que de la réorganisation du pays.

« Nous ne travaillerons qu'à cette œuvre, déjà bien assez difficile... »

« Trahison », le mot est de M. Thiers sur M. Thiers. Il restera le jugement définitif acquis à l'histoire sur la dernière période de la vieillesse de politique de M. Thiers. C'est celui que les conservateurs de toutes nuances emprunteront à l'ex-président lui-même pour qualifier l'alliance nouvelle et définitive de M. Thiers avec les radicaux, qu'il a si énergiquement répudiés autrefois, quand il jouait encore à la comédie conservatrice.

Les Radicaux

JUGÉS PAR M. THIERS. Dans son message du 13 novembre 1872, M. Thiers fit cette déclaration : « Tout gouvernement doit être consacré à l'avenir, nulle société ne pourrait vivre sous un gouvernement qui ne le serait point. La République sera conservatrice ou ne sera pas. »

Ce mot de la fin sera le mot de l'avenir. (Patrie.)

Le dialogue continue, de plus en plus aigre, entre l'Union, excitant les sénateurs de l'extrême droite à repousser la dissolution, et l'Unioniers, les pressant de la voter.

On lisait dans l'Union avant-hier : L'Unioniers voudrait nous répondre en termes blessants ; il expose ses services à notre servitude, sa « liberté » au « collier » que nous portons, et « qu'il ne nous dispute pas. »

Nous ne rougissons point du collier que nous avons, en effet, librement accepté ; c'est le collier de la fidélité.

Mais si l'Unioniers éprouve dans sa liberté le droit de dire ce qu'il ne sait pas, l'Union puise dans la servitude de convenances et du bon goût une force suffisante pour maintenir la vérité, sans user du droit de dire à ses contradicteurs tout ce qu'elle pense et tout ce qu'elle sait.

On lit dans l'Unioniers d'hier : L'Union nous force à un dernier mot de réponse. Elle prétend, au nom des conser-

(A suivre).